

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 20/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENORIS

ZI Route de la Bonde
91743 Massy

Références : D2024- **0234**
Code AIOT : 0006504556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement ENORIS implanté Route de la Bonde 91300 Massy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 26/01/2024 consiste à vérifier le respect de l'arrêté n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/087 du 28/06/2022 mettant en demeure la société ENORIS de respecter l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19/03/2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENORIS
- Route de la Bonde 91300 Massy
- Code AIOT : 0006504556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

– **Activité principale :**

Depuis 1988, la Société de Chauffage Urbain de Massy-Antony (ENORIS) exploite une usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et une installation de co-incinération de charbon/bois déchets sur la commune de Massy – ZI de la Bonde.

L'exploitant avait informé l'inspection de son projet d'atteindre 100 % de bois déchets dans les installations LFC. Cela va entraîner une augmentation des capacités de stockage de bois déchets.

– Situation administrative :

Les prescriptions actuellement applicables à l'établissement sont définies par l'arrêté préfectoral N°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/SSPILL/060 du 19/03/2019.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage du bois déchet	AP de Mise en Demeure du 28/06/2022, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant l'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19/03/2019,

Considérant l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/087 du 28/06/2022 mettant en demeure la société ENORIS de respecter l'article 10.3 de l'arrêté n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19/03/2019,

Considérant le contrôle inopiné de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 26/01/2024 sur le site d'ENORIS situé ZI la Bonde, route de la Bonde à Massy (91000), a permis de constater que le volume de bois déchets stocké n'excède pas les 2 000 m³, et la hauteur de 8 mètres prescrite par l'arrêté préfectoral du 19/03/2019 également,

Considérant que l'article 10.3 de l'arrêté n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19/03/2019 est respecté, et donc la mise en demeure du 28/06/2022,

L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'acter le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/06/2022 et d'en faire part à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage du bois déchet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/06/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : La Société ENORIS, dont le siège social est situé Route de la Bonde 91743 MASSY CEDEX, exploitant une usine d'incinération d'ordures ménagères et une installation de co-incinération de charbon/bois déchet sise ZI de la Bonde Route de la Bonde 91300 MASSY, est mise en demeure de respecter : dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :- l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019, en s'assurant que le volume de bois déchet stocké dans la fosse à béton n'excède pas 2000 m ³ , et que la limitation de la hauteur de stockage soit respectée par les pontiers.
Constats : Lors de la visite inopinée du 26/01/2024, l'inspection constate que : * dans la fosse dédiée le volume de bois déchet n'excède pas les 2000 m ³ prescrit par l'arrêté préfectoral du 19/03/2019 ; * la hauteur maximale de stockage est respectée, le repère visuel n'est pas dépassé. L'exploitant déclare que la dernière livraison de bois déchets a eu lieu une heure plus tôt, il n'y aura plus de livraison pour la journée. L'inspection prend connaissance du tableau de suivi des livraisons de la semaine du 22 au 27 janvier 2024, et constate la dernière livraison à 15h30 par

TRAXION.

L'inspection constate que l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019, et donc la mise en demeure du 28/06/2022.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 28/06/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure